

Etablissement public du Parc national des Calanques

Décision

N°2016-152

Bénéficiaire : Mr. DAVID Michel – Lieutenant de Louveterie
Nature de la demande : Chasse – Opérations de régulation de sangliers – Battue administrative
Localisation : Couronne de Charlemagne

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L331-10 et L427-7 ;

Vu le décret n° 2012-507 modifié du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques et notamment ses articles 6 et 9 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur) et notamment ses MARCoeur 10 et 19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 2013357-0004 du 23 décembre 2013 portant autorisation aux Lieutenants de Louveterie des Bouches du Rhône de détruire tout au long de l'année les sangliers dangereux pour les personnes et les biens dans le département des Bouches du Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014356-0008 du 24 décembre 2014 portant nomination des Lieutenants de Louveterie dans le département des Bouches du Rhône pour la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2019 ;

Considérant que la surabondance des sangliers dans le Parc national des Calanques entraîne des déséquilibres écologiques et peut occasionner des dégâts importants ;

Considérant les dégâts constatés sur les parcelles de vignes de M. Santini par M. David, lieutenant de louveterie ;

Considérant l'échec des mesures alternatives non létales ;

Considérant les modalités recommandées par le conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Calanques pour l'élimination d'espèces abondantes ;

ARRETE

Article 1

Une opération régulation des populations de sangliers (*Sus scrofa*) sera effectuée au moyen d'une battue administrative, organisée par l'établissement public du Parc national des Calanques pour la partie en cœur de Parc et sous la direction du Lieutenant de Louveterie mandaté à l'Article 2 de la présente décision.

Article 2

La battue administrative sera dirigée par le Lieutenant de Louveterie Monsieur Michel DAVID et mise en œuvre par les chasseurs de la société de chasse de Cassis.

S'il l'estime nécessaire, le lieutenant de louveterie mandaté peut faire intervenir quelques chasseurs n'appartenant pas à la société de chasse nommée ci-dessous. Leur nombre ne devra pas excéder celui des chasseurs de la société de chasse de Cassis et leurs noms devront être communiqués au Parc national des Calanques avant le début de l'opération à l'adresse suivante chasse@calanques-parcnational.fr.

Article 3

La battue administrative est organisée pour le 28 mai 2016.

Article 4

La battue est organisée dans la zone d'ubac des massifs dits « Couronne de Charlemagne » et Massif du Président » entre les vignes et les crêtes, comme indiqué sur l'annexe cartographique 1, qui précise également l'emplacement des postes de tirs.

Article 5

La battue devra respecter les prescriptions complémentaires suivantes :

1. Afin d'obtenir des résultats satisfaisants pour une procédure de régulation, le lieutenant de louveterie devra s'assurer que tous les postes de battues, identifiés en annexe cartographique sont occupés ;
2. Les chiens devront être strictement contenus dans la zone de battue définie dans l'article 4 de la présente décision. Dans le cas contraire le chef de battue devra mettre tous les moyens en œuvre pour récupérer les chiens ;
3. Seuls quatre véhicules, dont les immatriculations devront être transmises au Parc national des Calanques avant la battue administrative, seront autorisés à utiliser l'itinéraire d'accès aux pistes DFCI ;
4. Le lieutenant de louveterie devra veiller au respect des réglementations applicables dans le cœur du Parc national des Calanques, notamment l'interdiction de fumer ;
5. Seuls les sangliers (*Sus scrofa*) devront faire l'objet de tir. Aucune autre espèce n'est autorisée à être éliminée.
6. Des panneaux à chaque entrée du massif informeront du déroulement d'une battue administrative anticipée ;
7. Le résultat de la battue administrative devra être communiqué aux services du Parc national dans les quarante-huit (48) heures suivant la fin de cette dernière, accompagné d'un rapport circonstancié.

Article 6

En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral permanent n° 2013357-0004 du 23 décembre 2013, les carcasses des animaux abattus seront

1. Soit remises, sous la responsabilité administrative de la Ville de Marseille contre récépissé, à des œuvres locales de bienfaisance, à charge pour celles-ci de faire réaliser les contrôles sanitaires imposés par la réglementation ;
2. Soit récupérées par le détenteur du droit de chasse du lieu de l'opération pour sa seule consommation privée, à charge pour lui de faire réaliser les contrôles sanitaires

réglementaires. Ces carcasses ne devront en aucun cas faire l'objet d'une transaction commerciale.

3. Soit traitées par une entreprise d'équarrissage agréée par l'état, sous la responsabilité administrative et aux frais de la commune où a lieu l'opération de régulation, la Ville de Marseille pour le cas présent.

Article 7

En cas d'absence du lieutenant de louveterie, la battue administrative sera annulée.

Article 8

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne substitue pas aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de battues administratives hors saison de chasse, notamment l'accord préalable des propriétaires et de la DDTM ; ainsi qu'aux obligations du chef de battue.

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 27 mai 2016,

Pour Le directeur de l'établissement public
du Parc national des Calanques

François BLAND

N. CHARDIN
directeur adjoint

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.

Copie : - Direction Départementale des Territoires et de la Mer

-Police Nationale

-Gendarmerie Nationale

-Office National des la Chasse et de la Faune Sauvage

-Office National des Forêts

-Ville de Cassis

11

12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100